

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU 7 SEPTEMBRE 2021

---

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

### **Restaurer la confiance : le monde du travail a besoin d'augmentations de salaires !**

La période que viennent de traverser les gens qui travaillent est sans précédent dans l'histoire récente. Face à l'incertitude qui dominait, face à l'insécurité du revenu ou de l'emploi, ils et elles ont tenu bon – et permis au pays entier de résister, finalement un peu mieux que d'autres, au choc pandémique. Dans toutes les branches, qu'elles soient directement frappées par les restrictions ou non, les salarié-e-s se sont adaptés à de nouvelles règles, de nouvelles modalités de travail, de nouvelles formes d'organisation. Au plus fort des fermetures, jusqu'à 1 500 000 de personnes étaient en chômage partiel, presque toujours avec la perte de salaire qui va avec. Avant de parler d'économie et de cycles conjoncturels, il s'impose de rappeler ce constat : le monde du travail suisse a fourni des efforts considérables, le monde du travail a été au front. Mais il n'a, pour le moment, à quelques rares exceptions près, pas encore vu la couleur de la moindre reconnaissance salariale pour ces efforts.

Depuis quelques mois, l'économie se redresse nettement, même si certaines branches ont encore besoin de soutien. Quant aux secteurs qui avaient traversé la pandémie sans grand dégâts, ils voient s'ouvrir des perspectives conjoncturelles meilleures encore. Pour que cette reprise soit durable, une augmentation du niveau des salaires est impérative. Elle se justifie, évidemment, sur le plan macroéconomique : face aux perspectives de hausse du coût de la vie et pour soutenir la demande, les revenus des travailleuses et travailleurs doivent augmenter. Ils et elles ont besoin de perspectives d'espoir, de perspectives plus favorables pour le pouvoir d'achat. Pour cela, une progression salariale tangible est nécessaire et permettra seule d'instaurer, à nouveau, un climat de confiance.

Nous avons vu même au plus fort de la crise de grandes entreprises réaliser d'importants profits et distribuer des dividendes. Nous avons vu des salarié-e-s, dans de nombreuses branches, assumer de fait une part importante de l'incertitude économique provoquée par la pandémie. Et, il faut le rappeler, au moment d'entrer dans la crise du coronavirus, nous avons connu en Suisse des années dominées par la stagnation salariale malgré une croissance continue. Devant ces constats, une nouvelle année à zéro augmentation ne serait pas acceptable. Il est temps que le monde du travail profite de cette richesse supplémentaire créée dans notre pays. Un retour au statu quo ante, celui de la stagnation des salaires bas et moyens alors que croissent les revenus du capital, est inimaginable. Les salaires doivent passer avant les dividendes.

Dans leurs prises de parole, Daniel Lampart, Vania Alleva et Beatriz Rosende, décriront nos revendications salariales concrètes. J'aimerais souligner ici deux points en particulier. Premièrement, les salaires les plus bas doivent faire l'objet d'un rattrapage plus important. Nous demandons donc un rehaussement des salaires minimums dans les conventions collectives et des augmentations plus importantes pour les plus bas salaires. Deuxièmement, les professions typiquement féminines, notamment dans la santé et les soins, doivent être revalorisées sur le plan salarial. Il s'agit là de reconnaître enfin la pénibilité et l'intensité du travail que la pandémie a mises au premier plan.

Sortir de la crise implique de restaurer la confiance. De rouvrir un horizon favorable aux salarié-e-s. De partager les fruits des efforts consentis et les bénéfices d'une conjoncture qui « boome ». Une ronde ambitieuse d'augmentations salariales s'impose pour 2022.